Le CTL « suppression d'emplois » dont l'ordre du jour était constitué des points suivants :

- gestion des emplois en 2017,
- création du service départemental de l'enregistrement (SDE),
- communication du Directeur général sur l'état des vacances nationales d'emplois,
- questions diverses,

s'est réuni en seconde convocation le vendredi 13 janvier 2017.

Pour le Rhône ce sont encore – 12 ou 23 ou 53 suppressions d'emplois, chiffre variant en fonction des transferts et redéploiements, des fusions (Caluire, Lyon 7 et 8, SPF, pôle enregistrement) et des fermetures (Trésorerie d'Albigny, Amplepluis) qui frappent le Rhône.

Avant l'ouverture du CTL, les élus Solidaires, F.O. et C.G.T ont lu une déclaration commune exigeant l'arrêt des suppressions d'emplois mais aussi des restructurations.

Les trois organisations, majoritairement représentatives (9 élus sur 10) ont invité les agents à venir interpeller le Directeur régional sur le fait que derrière ces suppressions, ces restructurations, il y a des hommes, des femmes qui supportent au quotidien des pressions inacceptables, vivent dans un stress permanent.

Plus d'une cinquantaine d'agents sont venus exprimer leur colère, leur ras-le-bol et aussi leur fatigue, voire leur épuisement du aux suppressions d'emplois et aux restructurations.

Le Directeur régional après avoir reconnu la conscience professionnelle des agents du Rhône, n'a apporté aucune solution.

Une fois de plus, on nous a servi le discours politicien de Bercy, en se gardant bien d'apporter des éléments de réponse concrets à la situation préoccupante dans laquelle se trouve les agents de la DGFIP victimes des politiques d'austérité.

À l'issue des discussions, Solidaires, F.O. et C.G.T ont quitté la salle.

Dans la matinée les représentants Solidaires, F.O. et C.G.T ont rencontré des journalistes de la radio Lyon Première et du Progrès et ont échangé sur la situation de la DGFIP en termes de suppressions d'emplois, et sur les conséquences sur le Service public et la lutte contre la fraude fiscale.

Depuis le mois d'octobre, la mobilisation s'installe avec notamment la journée de grève du 15 novembre.
La résistance se met en place : pour Solidaires Finances Publiques, FO-DGFiP et CGT, notre choix est fait : être au côté des agents et mettre toute ses forces dans la bataille pour faire reculer ces réformes scélérates afin de défendre la DGFiP, ses agents et le service public.